

83. restitution et remboursement

Le pouvoir de détruire

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Au sein du gouvernement américain, l'État détient la juridiction nationale du sol et l'État détient les juridictions internationales, de sorte que bien que les États et les personnes vivantes bénéficient des services fédéraux, la responsabilité de contracter et de payer ces services incombe aux États.

Ayant mis en place une Constitution et donc un contrat pour fournir les dix-huit services stipulés et énumérés associés aux pouvoirs (également) énumérés, les sous-traitants fédéraux répugnaient à en revoir tout aspect.

Les trois constitutions fédérales devaient être inscrites en tant que Saintes Écritures et respectées à la lettre, en ce qui concerne les droits et prérogatives des sous-traitants, y compris l'absence de fiscalité de l'État, un sujet qui n'a jamais été réellement discuté dans les constitutions.

Cependant, dans une célèbre décision de 1819, *McCulloch c Maryland*, la Cour suprême dirigée par Marshall a convenu que les États de l'Union ne conservaient aucun droit de taxer les prestataires de services fédéraux, qui devaient être considérés comme faisant partie du gouvernement, à l'abri de la fiscalité malgré leur nature de sous-traitants étrangers privés.

Le juge en chef John Marshall a déclaré que "le pouvoir de taxer était le pouvoir de détruire."

Alors, comment les sous-traitants fédéraux ont-ils présumé le pouvoir d'imposer leurs employeurs - les États et les peuples de ce pays - pour leurs services, alors que les États ne sont obligés de payer qu'en or ou en argent?

Il n'y a pas d'accord constitutionnel pour que nos États se soumettent à la fiscalité imposée par un sous-traitant fédéral et aucune attribution de notre crédit ne leur est faite en vertu d'une Constitution fédérale.

Au lieu de cela, les Constitutions fédérales ont toutes établi une contrepartie très simple: les Sous-traitants fournissent les services stipulés et les États fournissent de l'or ou de l'argent comme paiement. Pas de service, pas d'or - et également, pas d'or, pas de service.

Dans la confusion qui sort de la soi-disant guerre civile américaine, les États se sont vu refuser l'accès à leurs propres biens par des organisations territoriales d'État non autorisées. Ces franchises étrangères de l'État de la Couronne britannique DISTRICT OF COLUMBIA, INC, ont encaissé nos actifs via la création de "State Trusts" non autorisés".

Ce fut le début de tous les comptes d'actifs physiques bloqués et hors registre du système bancaire. Les banques et les organisations territoriales d'État non autorisées ont conspiré pour verrouiller nos comptes "pour" nous, tout en contrôlant commodément nos actifs "pour" nous, sans notre autorisation et sans divulgation publique.

Ainsi, les contrats constitutionnels ont été rendus inutilisables sans faute des États, et logiquement, s'ils avaient fonctionné honnêtement et de bonne foi, les sous-traitants fédéraux usurpateurs auraient dû laisser nos côtes et nos actifs à notre propre direction, mais à la place, ils sont restés, ont agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort, et ont décidé unilatéralement d'accepter notre crédit comme paiement pour leurs services.

À ce jour, il n'existe aucune ombre d'un accord mutuel permettant aux sous-traitants fédéraux de taxer les États ou toute personne vivant aux États-Unis, mais la fiscalité fédérale est omniprésente et a été attachée à presque tout le monde et tout, directement ou indirectement par leur état voilé -des opérations de franchise d'État.

Comment est-ce possible?

Plus de tromperie, de non-divulgation, de mauvaise foi, de manipulation, et tout dépendait de la conversion illégale et non divulguée du statut politique naturel des Américains à celui de la double nationalité fédérale - les États-Unis territoriaux "perdus. Citoyens et l'intérêt public PERSONNES municipales que les auteurs ont créées pour agir comme leurs franchises à partir de rien.

Les sociétés d'État municipales et britanniques hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises "d'État d'État" trompeuses non divulguées qui ont agi illégalement et illégalement "pour" nous dans chacun de nos États, ont mal caractérisé les Américains en tant que citoyenneté fédérale d'une sorte d'autre pendant des décennies.

Ce régime fondamental de gros mensonges et de personnages a permis aux auteurs de nous taxer efficacement en tant que citoyenneté fédérale résidant aux États-Unis, et de nous soumettre coercitivement à leurs lois étrangères à l'intérieur de nos frontières, et tout en faisant semblant de nous parler comme de leurs propres citoyens --- ce que nous ne sommes pas et n'avons aucune cause ni désir d'être.

Les moyens par lesquels les Américains ont été contraints et rassemblés pour sembler accepter les obligations de citoyenneté fédérale se sont tous déroulés sous le coup de la loi et dans des conditions de tromperie et de non-divulgation.

Par exemple, le seul avis public fourni par Franklin Delano Roosevelt selon lequel il vendait (en tant qu'esclaves) et délocalisait tous les citoyens municipaux des États-Unis est venu sous la forme de déclarations cryptiques faites dans son premier discours inaugural, qui comprenaient des références au sacrifice et la consécration et les certificats de chambre de compensation, c'est-à-dire les certificats de naissance, qui n'avaient aucun sens pour un Américain moyen.

De même, dans des dizaines de processus d'enregistrement et d'inscription prémédités et non divulgués, on a demandé aux Américains s'ils étaient citoyens des États-Unis, qu'ils ont naturellement interprétés comme le nom de leur pays --- Les États-Unis, et le concept et le sens de la citoyenneté ne leur a pas été divulgué du tout.

Comme autre exemple, les Américains ont été informés, sous la couleur de la loi, qu'ils "devaient" s'inscrire à un numéro de sécurité sociale pour avoir un emploi; on ne leur a pas dit que cette exigence ne s'appliquait qu'aux employés fédéraux --- et seulement à certains employés fédéraux à cela.

En conséquence, des millions et des millions d'Américains ont été inscrits à un régime de retraite fédéral et soumis à une taxe fédérale sur le privilège de l'emploi fédéral qui aurait lieu à Washington, DC, Porto Rico, Guam ou Samoa américaines - sans jamais être réellement fédéral Employés, n'exerçant aucun privilège, ne recevant jamais un centime de revenu fédéral et ne travaillant jamais dans les limites géographiques spécifiées.

Ils et leurs employeurs du secteur privé ont été facturés 7,5% de leurs gains totaux, plus une contribution égale de 7,5% de l'employeur - un montant équivalent à 15% de leurs gains à vie pour un programme fédéral de «prestations de retraite» de mauvaise qualité et de qualité inférieure auquel ils n'étaient pas techniquement admissibles à participer.

Encore une fois, comment cette fraude et ce pillage sont-ils possibles? Les franchises de la Municipal Corporation nommées d'après chaque Américain ont été hébergées dans le Commonwealth de Porto Rico, où elles se spécialisent dans les affaires illégales --- dans les 50 États --- et peu recommandables de Child Labour Contracting.

Il s'agit de tous les stratagèmes de fraude aux sociétés commerciales appliqués aux Américains qui doivent des services de bonne foi et à leurs employeurs du secteur privé qui sont également imposés illégalement et immoralement par ces sous-traitants étrangers de la Couronne municipale et britannique hébergés dans le district de Columbia.

Nous souhaitons que les fiducies d'État non autorisées soient dissoutes en notre faveur et que tous nos comptes d'actifs et comptes de crédit bloqués nous soient restitués, individuellement et au gouvernement légal dû à ce pays.

Nous souhaitons que les personnes / PERSONNES fédérales qui nous sont attachées dans des conditions de mauvaise foi et de non-divulcation, et qui ont été promues de manière trompeuse par couleur de droit, soient dissoutes en notre faveur et pour toutes les présomptions légales mal appliquées aux Américains qui ne sont pas réellement des employés fédéraux et qui n'adoptent pas réellement, sciemment, librement et consensuellement le statut de personnes fédérales / PERSONNES, à interdire avec préjudice.

Nous souhaitons mettre fin à tous ces stratagèmes de collecte de revenus frauduleux et aux victimes de ces artifices, c'est-à-dire à la fois les individus uniques et leurs employeurs du secteur privé qui ont été déformés et mal caractérisés et contraints de contribuer à ces programmes et à d'autres programmes fédéraux sous la couleur de la loi, de recevoir des comptes de crédit prépayés pour acquitter toutes les accusations municipales et territoriales et accélérer la réception de tout service dont ils peuvent avoir besoin et auxquels ils peuvent ne pas avoir accès en raison de faillites de sociétés fédérales ou d'autres déductions de dettes gratuites engagées par ces criminels.

Nous souhaitons que les banques prennent des mesures correctives immédiates pour libérer nos comptes et accélérer notre utilisation de nos actifs et des ressources de crédit rétablies qui nous sont dues sans autre excuse ni retard.

Comme nous n'avons jamais consensuellement accepté d'être imposés par nos employés ni de leur accorder notre crédit en échange de leurs services, et comme nous avons été empêchés d'effectuer un paiement réel par les auteurs eux-mêmes s'emparant illégalement de nos actifs pour créer des fiducies d'État qu'ils ont contrôlées et a bénéficié de, nous souhaitons que des modifications soient appliquées à nos comptes et que la correction soit appliquée à notre statut.

Nous ne sommes pas maintenant et n'avons jamais été débiteurs ou pauvres; nous avons été mal représentés et fraudés non consensuellement par des sociétés d'État municipales et britanniques étrangères hébergées dans le district de Columbia, toutes opérant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Nous souhaitons que nos bons noms, notre crédit et notre contrôle de nos actifs physiques soient rétablis et que les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées nous soient confisquées ou liquidées, selon le bon sens et la prudence.

Nous souhaitons que toutes les publications, collectes et exécutions illégales de "taxes fédérales" se déroulant à l'intérieur des frontières de nos États physiques cessent, ainsi que toutes les poursuites fiscales fédérales contre les Américains vivant à l'intérieur des frontières de nos États. Des générations d'Américains ont été intimidées et contraintes par la couleur de la loi pour payer des impôts et des hypothèques qu'ils ne doivent pas, par ces mêmes sous-traitants agissant en violation de la confiance et en violation de leurs contrats de service. Cela équivaut à une imposition étrangère illégale, illégale et non consensuelle mal appliquée dans les États de l'Union et c'est un crime au regard du droit international.

Nous avons démontré la nature criminelle et intéressée de ces sous-traitants fédéraux et attestons de leurs activités illégales menées contre nous-mêmes et de nombreuses autres nations au cours des cinq siècles. Ces sociétés d'État municipales et britanniques ont constamment abusé de la confiance du public, fraudé malicieusement leurs employeurs et déshonoré leurs contrats; nous ne voyons aucune raison de leur existence continue.

Nous souhaitons le retour de tous les impôts fédéraux et confiscations d'actifs qui ont été illégalement évalués contre des Américains qui, à leur tour, ont été mal caractérisés comme toute espèce de citoyens fédéraux, des Américains qui ont subi des stratagèmes de piégeage et de non-divulgaration et pire, aux mains d'agents étrangers non déclarés, y compris, mais sans s'y limiter, Abraham Lincoln, Ulysses S Grant également connu sous le nom de Hiram Grant, William H.

Seward, Woodrow Wilson, Theodore Roosevelt, Franklin Delano Roosevelt, Richard M Nixon, Barack Hussein Obama et leurs héritiers et successeurs, employés, agents et affiliés.

Nous conservons le droit d'imposer et d'imposer une réglementation à toutes les sociétés étrangères, y compris les sociétés commerciales et les sociétés de services gouvernementaux opérant à n'importe quel endroit à l'intérieur des frontières de nos États.

Nous conservons le droit de dissoudre toutes les enclaves fédérales qui ont été établies de manière non consensuelle, exploitées en violation de leur permis d'utilisation, opérées en violation des limitations constitutionnelles ou qui existent en raison d'hypothèses d'intérêts de garde ou de successeur de la part des municipalités et les sociétés d'État britanniques qui ont usurpé contre nous. Cela comprend, mais sans s'y limiter, le district de Columbia et la ville de Washington, DC, certains bureaux de poste fédéraux, routes postales et voies maritimes, ports, ponts, campements militaires et zones de gestion de district, servitudes ferroviaires, routières et utilitaires et associés installations, zones de libre-échange, parcs nationaux, terrains universitaires, fiducies foncières publiques, zones de gestion des jeux, districts de conservation des sols et de l'eau, et des subventions et acquisitions similaires accordées dans le cadre des autorités de gestion des opérations de garde et d'urgence inexistantes assumées par les officiers et le personnel des sociétés d'État municipales et britanniques hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucune obligation contractuelle de notre part de continuer à faire des affaires avec des sociétés qui ont éludé et déshonoré et délibérément désactivé leurs propres contrats de service.

Nous ne reconnaissons aucune dette substantielle alléguée contre nos États ni aucune obligation contractuelle privée résultant d'obligations de citoyenneté étrangère conférées ou obtenues de manière trompeuse imposées aux Américains en vertu de la couleur du droit.

Nous n'acceptons aucune allégation ou réclamation commerciale de défaut ou de déshonneur de notre part résultant d'une ingérence non autorisée dans nos affaires par des agents de nos anciens sous-traitants de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation cherchant à contrôler illégalement, illégalement et immoralement nos actifs pour créer un défaut et autrement de bénéficier d'une violation de la confiance.

Nous ne reconnaissons aucune obligation unilatérale, simplement implicite ou non consensuelle résultant de l'exercice de l'intérêt personnel; cela comprend tout contrat présumé obligeant les employés fédéraux à accepter notre crédit sur mesure comme monnaie légale liée à un intérêt public inexistant dans des actifs privés, c'est-à-dire la titrisation et la liaison illégales de chair vivante sous de fausses présomptions d'obligations de citoyenneté étrangère, les dettes frauduleuses créées en empêchant leur paiement et les fraudes et méfaits commerciaux similaires promus par les sociétés d'État et municipales britanniques hébergées dans le district de Columbia.

Nous ne reconnaissons aucun intérêt ou rôle de garde pour nos employés des sociétés d'État municipales et britanniques au-delà de celui établi par l'ordonnance du Nord-Ouest, qui prévoit l'occupation territoriale avant l'inscription de nouveaux États de l'Union et ceux résultant des accords de traité.

Nous fournissons à la Cour un avis selon lequel les cinquante (50) États, y compris les États occidentaux, ont été officiellement acceptés et enrôlés en tant qu'États-nations réels de l'Union et en tant qu'États membres de notre Fédération à compter du premier octobre 2020 et ne sont plus sous quelque forme que ce soit ou sous une quelconque obligation d'État territorial.

Nous avons honoré la Residence Act de 1790 et l'octroi de la réglementation fédérale sur l'alcool, le tabac et les armes à feu, qui sont les seules substances que les sous-traitants fédéraux sont autorisés à réglementer; nous continuons d'honorer l'intention de la clause de commerce interétatique, mais nous n'acceptons pas sa mauvaise interprétation généralisée pour permettre aux sous-traitants fédéraux tout pouvoir d'entraver le commerce ou le commerce aux États-Unis.

Nous ne reconnaissons aucun pouvoir conféré à un Congrès par une Constitution pour répondre à nos préférences sexuelles ou à nos décisions en matière de santé ou à nos croyances religieuses ou à nos préférences bancaires ou à d'autres questions similaires dans le domaine de notre vie privée avec des actes législatifs que ce soit; de même, nous ne reconnaissons pas les "décrets exécutifs" délivré par un officier de la British Crown Corporation à ses employés comme toute forme d'autorité qui nous est liée et nous nous opposons à ce que des décrets et mandats des gouvernements étrangers nous soient présentés comme si nous étions obligés de leur obéir.

Nous sommes exemptés de toute autorité appartenant à nos employés fédéraux, sauf dans les circonstances rares et extrêmement limitées explicitement décrites par nos contrats et traités écrits. Toute autre hypothèse est injustifiée, inappropriée et indésirable. Par exemple, si nos employés de la British Crown Corporation devaient déclarer la «guerre» contre la marque de dentifrice favorisée par nos employés de la Municipal Corporation, nous ne pouvons pas être supposés avoir une position liée à leur non-sens ou à leur responsabilité dans leur conflit mercenaire auto-engendré, mais leurs directeurs et les officiers sont responsables de garder leurs guirlandes commerciales hors de nos terres et de nos sols et d'éviter toute blessure à leurs employeurs.

Nous reconnaissons le contrat public contraignant établi par le président Andrew Johnson garantissant la paix sur la terre et obligeant tous les officiers du gouvernement britannique territorial des États-Unis à fournir la loi de la paix à tous les Américains non combattants et à bénéficier de droits acquis pour toujours.

La guerre civile américaine était un conflit mercenaire commercial illégal et elle est terminée depuis plus de 150 ans. Nous souhaitons que tout le monde partout dans le monde connaisse, reconnaisse et accepte ces faits, et cesse d'essayer de promouvoir de telles "guerres" contre quoi que ce soit ou contre quiconque, y compris les "guerres" contre la pauvreté, les "guerres" contre la drogue, ou toute autre prétention spéieuse similaire de guerre de toute sorte, ou tenter d'évoquer toute poursuite de guerres mortes et disparues depuis longtemps, comme excuse pour maintenir une occupation des terres et des sols par la British Crown Corporation, en utilisant des «forces territoriales» ou une occupation de la Municipal Corporation de nos terres et de nos sols en utilisant des employés de la fonction publique fédérale municipale.

Nous occupons nos terres et nos sols et notre République fédérale et ni nos sous-traitants de la British Crown Corporation ni nos sous-traitants de la Municipal Corporation n'ont besoin d'y penser

davantage.

La fraude de guerre la plus importante et la plus ancienne de l'histoire du monde est terminée. Notre gouvernement légal est en session, et il est de la responsabilité de tous les employés fédéraux de maintenir la paix à partir de maintenant.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

10 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 23:46:10 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:21:18 by Bryan